



Pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour les postes statutaires : en grève dès le 26 janvier

Dans un contexte où les **inégalités continuent à se creuser**, tous les jeunes devraient bénéficier de plus d'éducation.

Or, par ses réformes, **le Ministre de l'Éducation nationale a encore aggravé** leur situation.

Or, le Parlement a adopté **un budget qui ne prend en compte** ni l'augmentation des effectifs, ni la situation sanitaire- et la surcharge de travail qu'elle impose à tous les personnels-, ni l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail.

Il faut en urgence engager les **recrutements nécessaires**.

Il faut en urgence **revaloriser les rémunérations** des personnels. Les 400 millions d'euros concédés sont insuffisants et ne concernent qu'une minorité. Les plus précaires, en particulier les AED et les AESH, ne se voient rien proposer.

Il faut en urgence **mettre fin à la concurrence** entre les établissements publics et privés sous contrat. Pour cela, une seule solution : la nationalisation des locaux (financés depuis des années sur subsides de l'État) et la fonctionnarisation des personnels.

Il faut en urgence mettre fin à la **mascarade du Grenelle du ministre** qui vise à détériorer en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignants.

Nous exigeons un **budget ambitieux** au service d'un plan pluriannuel de revalorisation, de création de postes et de rénovation du bâti.

Nous exigeons la mise en œuvre d'une **politique éducative émancipatrice** à l'opposé de celle menée jusqu'à présent par Blanquer et donc l'abrogation de ses réformes de la maternelle à l'université.

Nous appelons l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à **poursuivre les mobilisations** en cours, s'engager dans l'**action**, préparer la **grève** du mardi 26 janvier.



Ensemble exigeons :

- ✓ des **créations de postes statutaires** ;
- ✓ une autre **politique éducative** ;
- ✓ le **dégel** de la valeur du point d'indice couplé à des mesures significatives de **revalorisation** des salaires et des carrières dans l'éducation.
- ✓ Le **rattrapage intégral** des pertes salariales subies depuis 2000
- ✓ la titularisation des précaires dans la fonction publique d'Etat
- ✓ un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH.

Nous engageons les personnels à construire dès maintenant une **dynamique de mobilisation** par des actions locales, réunions, motions et courriers collectifs auprès des IA-DASEN, des Recteurs, du gouvernement...



**PLAN D'URGENCE
POUR L'ÉDUCATION**



26 janvier - 11h



BREST (place de la Liberté)

QUIMPER (place de la Résistance)